



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

eau

Question écrite n° 15138

Texte de la question

Mme Bérengère Poletti alerte M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt sur l'inquiétude des agriculteurs des Ardennes concernant l'application de la directive européenne « nitrates ». En effet, depuis la mise en application dans les Ardennes de cette directive « nitrates », des baisses de taux de nitrates dans l'eau sont aujourd'hui visibles dans de nombreux secteurs. Cependant, au lieu de reconnaître et faire connaître ces résultats positifs traduisant la mobilisation des agriculteurs ardennais, des extensions importantes des zones vulnérables ont été proposées dans différents bassins de la région. En outre, la mise en œuvre de l'arrêté du 13 décembre 2011 soulève de nombreuses difficultés pour son application, semblant confirmer les points durs que la profession avait détaillés au moment de la concertation l'année passée, notamment en matière de périodes d'épandage. Par ailleurs, le projet d'arrêté définissant les mesures nationales communes à l'ensemble des zones vulnérables pose de réels problèmes : il demande aux éleveurs, qui n'ont pas encore fini d'amortir financièrement leurs installations liées à la mise aux normes de leurs exploitations, d'augmenter leurs capacités de stockage d'effluents, sans prendre en compte ni les latitudes agronomiques permises par l'épandage, ni des problèmes techniques inhérents à l'agrandissement de ces installations ; il cadre les conditions d'épandage par des définitions juridiques insécurisantes (« un sol est gelé dès lors que le passage d'un individu n'y laisse aucune trace de pas » ou « un sol est détrempé dès lors qu'on y observe en surface quelques flaques ») ; il interdit tout épandage de fertilisants dès 15 % de pente, voire parfois dès 7 % pour certains, retirant ainsi de la production de vastes territoires ; il ne reconnaît le « faux semis » comme couverture pour les sols que pour l'agriculture bio ; il refuse toute destruction chimique des couverts hivernaux, hors îlots culturels en techniques culturales simplifiées ; il ne prévoit pas de dispositif particulier pour l'élevage laitier à l'herbe. Dans une zone intermédiaire comme les Ardennes, beaucoup d'agriculteurs s'interrogent fortement sur la conservation d'ateliers d'élevage sur leurs exploitations au profit d'un agrandissement. Aussi, elle lui demande si le Gouvernement entend reconsidérer cette décision en engageant une discussion avec les acteurs concernés.

Texte de la réponse

Erratum : le texte de l'erratum est : *le texte consolidé est :*

Les États membres de l'Union européenne (UE) se sont engagés au titre de la directive « nitrates » à établir des programmes d'actions afin de « réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles » et de « prévenir toute nouvelle pollution de ce type ». Les zones où s'appliquent ces programmes d'actions sont appelées « zones vulnérables ». Il convient tout d'abord de souligner que le nouveau zonage fait entrer 1440 communes dans le classement, mais que seules 204 communes (1 % du total des communes classées) parmi ces dernières sont nouvellement classées sur la base du seul critère d'eutrophisation marine. Par ailleurs, cette entrée de nouvelles communes dans le classement est à mettre en perspective avec la sortie de 617 communes classées « zones vulnérables » jusqu'à présent. La directive fixe les mesures qui doivent être incluses dans les programmes d'actions. Elles concernent notamment le stockage

des effluents d'élevage, les calendriers d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés, les conditions d'épandage des fertilisants azotés afin de respecter l'équilibre de la fertilisation, la limitation de l'épandage des effluents d'origine animale à 170 kg d'azote par an et par hectare, ainsi que la limitation de l'épandage à proximité des eaux de surface, sur sols en forte pente, enneigés, détrempés ou gelés. Les récentes évolutions réglementaires relatives à l'application de la directive « nitrates » s'inscrivent dans le cadre d'une procédure contentieuse intentée par la Commission européenne contre la France auprès de la cour de justice de l'UE pour mauvaise application de la directive. Les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés ont été étendues, en cohérence avec celles pratiquées dans les États membres limitrophes, tout en maintenant les adaptations nécessaires aux spécificités agricoles, agro-industrielles et pédo-climatiques françaises. Ces périodes d'interdiction d'épandage constituent un socle national minimal qui pourra être renforcé si nécessaire par les programmes d'actions régionaux qui entreront en vigueur mi 2013. Ces programmes d'actions régionaux seront élaborés en région au premier semestre 2013 selon un cadrage national qui fait actuellement l'objet d'une concertation. S'agissant des dispositions relatives au stockage des effluents, il est prévu de préciser les mesures qui figurent actuellement dans le programme d'actions national dans un nouvel arrêté relatif au programme d'actions national et complémentaire à celui du 19 décembre 2011. Le Gouvernement est attentif à concilier les exigences imposées par la directive « nitrates » avec le respect de principes agronomiques qui ont toujours régi la mise en oeuvre de cette directive en France. Les élevages à l'herbe présentent des spécificités et des bénéfices environnementaux reconnus. Le Gouvernement a choisi une approche pragmatique afin de limiter les investissements superflus. Ainsi, la France s'attache à défendre les possibilités de stockage au champ pour les filières où les éléments techniques disponibles permettent d'étayer l'efficacité environnementale de cette pratique, et a donc maintenu cette mesure dans le cadre de la réforme réglementaire. Les investissements nécessaires pour la mise aux normes des exploitations pourront faire l'objet de financements dans le cadre de l'actuelle programmation de développement rural. Une aide est possible pour les jeunes agriculteurs qui s'installent en zone vulnérable et pour les agriculteurs qui se trouvent dans les nouvelles zones vulnérables, et ce pendant un délai de 36 mois à compter de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. Le Gouvernement est conscient des difficultés que peut poser la mise en oeuvre de certaines des dispositions de la nouvelle réglementation « nitrates ». Ces difficultés doivent cependant être estimées à la mesure, au-delà des conséquences financières importantes qu'une condamnation représente, du risque majeur de se voir imposer par le contentieux communautaire des mesures qui seraient en contradiction avec l'esprit de proportionnalité et le souci de l'agronomie et d'adaptation aux territoires défendus par les autorités françaises. Une nouvelle phase de concertation sera engagée avec la profession agricole dès la fin du mois afin d'identifier les évolutions qu'il sera encore possible d'apporter aux projets de texte, dans le cadre contraint du contentieux communautaire.

Données clés

Auteur : [Mme Bérengère Poletti](#)

Circonscription : Ardennes (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 15138

Rubrique : Déchets, pollution et nuisances

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 janvier 2013](#), page 125

Réponse publiée au JO le : [12 février 2013](#), page 1539

Erratum de la réponse publiée le : 7 mai 2013, page 5048